
Les *Échos* de Poznan

GRET

Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, 1-12 décembre 2008

Vendredi 12 décembre 2008

J - 352 avant Copenhague

L'horloge tourne et les progrès sont minces...

Ces 11 et 12 décembre 2008, les caméras du monde entier sont tournées vers les Ministres des 189 pays qui ont rejoint Poznan à l'occasion du segment ministériel sur le changement climatique. La présence de Ban Ki Moon, Secrétaire général des Nations Unies, des Présidents de la République de la Pologne et de Guyana, des Premiers ministres de Suède et de Tuvalu ainsi que du Secrétaire général de la Convention témoignent de l'importance de ce rendez-vous.

Les premières déceptions s'expriment

Les interventions des Ministres représentant les grandes coalitions (G77/Chine, AOSIS, PMA, Union européenne, Ombrelle) donnent le ton, et le constat est plutôt mitigé.

Les efforts sont jugés insuffisants, en particulier par le G77/Chine. Comme cela a déjà été souligné (cf. le n°3 des Echos de Poznan), ce groupe attendait des annonces fortes des pays développés dans le cadre des négociations sur l'accord sur le climat après 2012 (objectifs de réduction des émissions) et des gestes significatifs sur d'autres aspects relatifs à la mise en œuvre de la Convention et du Protocole. Or, concernant l'après-2012, le G77/Chine n'a pas reçu la réponse qu'il souhaitait de la part des

pays développés concernant les financements et les transferts de technologies.

Pourtant, tant que ces deux sujets n'auront pas reçu toute l'attention qu'ils méritent, les pays en développement ne feront aucune concession en matière de participation à l'effort collectif de réduction des émissions.

Si les pays développés et les pays en développement sont d'accord sur l'urgence d'opérationnaliser le Fonds pour l'adaptation, des divergences subsistent sur les modalités pratiques (voir *Echos de Poznan* numéro 3). Selon le Premier ministre de Tuvalu, les pays développés tentent de limiter l'accès aux financements. Comme l'a répété le ministre de l'Environnement des Maldives, s'exprimant au nom des PMA, l'accès direct aux financements est incontournable. Les discussions informelles qui se tiennent depuis trois jours n'ont pas permis d'aboutir à un compromis. Le sujet devrait remonter au niveau des ministres.

Respecter et renforcer les engagements pris à Bali

Les preuves scientifiques sont incontestables : le changement climatique est en marche. Pour Yvo de Boer, il est donc vital de ne pas abandonner le Plan d'action de Bali. Les engagements pris à Bali doivent être confirmés et renforcés !

Or, ce qui s'est passé ces derniers jours dans le cadre du groupe de travail du Protocole de Kyoto n'incite pas à l'optimisme. Les pays de l'annexe 1 se sont en effet contentés de reprendre la décision plutôt vague qu'ils avaient formulée à Bali concernant la fourchette de réduction des émissions les concernant (25-40% d'ici 2020 par rapport à 1990).

Comme le dit Ban Ki Moon, Poznan doit déboucher sur un plan détaillé pour les négociations à venir. Il reste moins de 12 mois à la communauté internationale pour parvenir à un accord ambitieux et équitable à Copenhague, le temps presse donc.

Les petits Etats insulaires représentés par le ministre de l'Environnement de Grenada ont réitéré leur position exprimée à Bali. Le réchauffement de la planète ne doit pas dépasser 1,5°C. Pour cela, les niveaux de concentration de gaz à effet de serre ne doivent pas dépasser 350 ppm CO₂ eq.

Le Secrétaire général de la Convention appelle également l'ensemble des pays à mettre en place fin 2009 un cadre politique très clair sur les objectifs à poursuivre, les financements nécessaires et les institutions à mettre en place.

Pour le Premier ministre de Tuvalu, ce nouvel accord devra répondre aux enjeux d'un avenir sobre en carbone, avec une assistance internationale à la hauteur. Les attentes sur l'adaptation sont grandes et les moyens devront être supérieurs à leur niveau actuel.

Le Ministre de l'Environnement des Maldives appelle à une répartition équitable des ressources sur l'adaptation, tenant compte des spécificités écologiques, économiques et sociales des pays. Pour les petits Etats insulaires (AOSIS), il en va de leur survie. La migration ne doit pas devenir l'ultime recours.

Mais où sont passés les chefs de file?

Le Secrétaire général des Nations Unies appelle à une mobilisation forte des chefs de file. Les pays développés doivent faire preuve de leadership à travers l'adoption d'objectifs ambitieux. Quant aux pays en développement, ils doivent limiter leurs émissions, ce qui suppose des soutiens financiers et technologiques adéquats de la part des pays développés.

Les pays développés doivent tenir leurs engagements

A Poznan comme à Bali, les pays développés sont à nouveau dans la ligne de mire. Le G77/Chine ne manque pas de rappeler qu'ils n'ont toujours pas, jusqu'à présent, respecté leurs engagements en termes de réduction des émissions au titre du Protocole de Kyoto (sur la période 2008-2012). En termes de soutiens financiers, en particulier pour l'adaptation, les pays développés sont également loin du compte selon le G77/Chine.

Qui aura le leadership dans le futur régime climatique?

En ce qui concerne le futur du régime climatique, le G77, en particulier les petits Etats insulaires et les PMA, ont des attentes fortes concernant les objectifs de réduction des émissions à moyen et long terme des pays développés. Ces derniers devraient réduire leurs émissions d'au moins 40% d'ici 2020 et d'au moins 85% d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990. Les regards sont donc tournés tout particulièrement vers l'Union européenne et les Etats-Unis.

Depuis l'adoption du Convention et du Protocole, l'Union européenne a souvent joué un rôle proactif. Aujourd'hui, les discussions internes sur son paquet Climat et Energie ont ébranlé cette position. L'issue des discussions sur le paquet Energie Climat aura des conséquences pour le monde entier. Plusieurs orateurs l'ont rappelé.

L'Union européenne, à travers le paquet Energie - Climat est attendue sur deux points majeurs :

i. **Son objectif de réduction des émissions :**

L'Union européenne a annoncé le chiffre de 30% de réduction des émissions d'ici 2020. Elle n'a pas précisé s'il s'agissait de réductions au niveau domestique uniquement ou si cela intégrait les réductions d'émissions réalisées dans d'autres pays (compensation). Pour les pays en développement, il est essentiel que cette réduction ait lieu en priorité au niveau domestique. Cependant, le paquet Energie-Climat prévoit près de deux-tiers des réductions sur le marché international.

ii. **Son soutien financier aux pays du Sud**

L'Union européenne n'a fait aucune proposition concrète sur ce point à Poznan. Les Etats-membres de l'Union européenne sont très divisés sur la possibilité d'allouer une partie des revenus issus de la mise aux enchères des quotas d'émissions à la lutte contre le changement climatique au Sud, comme le prévoyait une des premières versions du dispositif. Certains pays européens estiment que cette allocation doit se faire de façon volontaire. Pourtant un signal fort et positif serait un encouragement pour permettre aux pays en développement de participer activement à la lutte contre le changement climatique.

Ce matin, aucun accord n'avait encore pu être adopté à Bruxelles sur le paquet Energie-Climat. Les discussions se poursuivent.

Les Etats-Unis sont également attendus dans les discussions sur le climat. Le nouveau Président Barack Obama a déjà annoncé ses ambitions en matière de lutte contre le changement climatique. Certains verraient bien les Etats-Unis en nouveau

chef de file des négociations. Cependant, il est utile de rappeler que l'engagement des Etats-Unis dans le Protocole de Kyoto ne pourra se faire qu'après l'adoption par le Congrès d'une loi nationale sur la lutte contre le changement climatique.

Des actions prometteuses dans les pays émergents

Selon le Premier ministre suédois, la participation des pays en développement les plus avancés est vitale. Elle doit se faire en fonction de leurs responsabilités et de leurs capacités. Comme l'ont mentionné Ban Ki Moon et Yvo de Boer, des initiatives déjà significatives ont été prises par le Brésil, la Chine et l'Inde, en matière d'environnement et plus particulièrement de lutte contre le changement climatique. Ces initiatives devraient être étendues et davantage valorisées dans le cadre des négociations internationales.

Refondation et solidarité

Comme sur de nombreux autres sujets, la crise économique s'est invitée dans les discussions sur le climat. Mais les orateurs ont été unanimes : elle ne doit pas nous écarter de nos impératifs en termes de lutte contre le changement climatique.

Pour Ban Ki Moon, les défis économiques et climatiques doivent être affrontés simultanément. La solidarité doit rester au cœur du développement et de la lutte contre le changement climatique, estime le Président de la République polonaise.

Selon l'Union européenne, la crise économique doit au contraire être l'occasion d'un mouvement de refondation qui peut être initié à Poznan et consolidé à Copenhague.

A Poznan,

Anne Chetaille

Email: chetaille@gret.org

Tél.: +48 785 257 514